



Au Ministre Franz Fayot
Ministre de l'Économie, de la Coopération
et de l'Action humanitaire

Monsieur le Ministre de l'Économie,

Les décisions prises récemment par votre Ministère afin d'apporter un soutien économique et financier aux entreprises locales pour les aider à traverser la crise actuelle sont jugées insuffisantes par la Fédération des Startups. Nous nous permettons de vous adresser cette lettre ouverte après avoir, à de nombreuses reprises, proposé de vous offrir nos conseils en amont des annonces : propositions qui n'ont jamais eu de retour. Nous vous soumettons par ce document les raisons pour lesquelles les startups sont hors du scope de certaines de vos mesures d'aides, et nos recommandations pour soutenir l'écosystème Startup luxembourgeois.

Les aides remboursables destinées à remédier aux difficultés financières temporaires liées au COVID-19 ne conviennent pas à une jeune entreprise innovante. En effet, la création d'une dette fragilise l'entité et la place dans une situation vulnérable face aux investisseurs privés et fonds de capital-risque qui entreront par la suite, ou lors de leurs demandes d'aides publiques. Ces subventions ne sont d'ailleurs pas accessibles aux entreprises en difficulté financière, ce qui est souvent le cas pour les startups.

→ **L'aide n'est pas adaptée aux startups.**

Concernant l'aide de 5.000 euros pour les micro-entreprises (moins de 10 salariés), nous jugeons son montant trop faible. Une startup doit faire face à de nombreux coûts, dont l'emploi de ressources rares sur le marché, afin de se démarquer. Le montant ne couvre donc qu'une infime partie des coûts mensuels de l'entreprise.

→ **L'aide n'est pas adaptée aux startups.**

L'aide de 12.500 euros pour les entreprises occupant entre 10 et 20 salariés requiert la justification d'une perte de chiffre d'affaires de 50% par rapport à l'année précédente. Cet outil ne prend donc pas en compte les entreprises en forte croissance qui multiplient par 2 ou 3 leur chiffre d'affaires chaque année, et ainsi leur manque à gagner sur cette période. Par ailleurs, de nombreuses startups restent encore des projets en cours de développement et donc ne peuvent justifier d'un chiffre d'affaire sur les premières années.

→ **L'aide n'est que peu adaptée aux startups.**

La garantie bancaire (Régime de garantie étatique pour de nouveaux crédits bancaires lié à l'enveloppe de 2,5 milliards d'euros) de 85% de l'État pour les prêts n'est pas une garantie à première demande et même si la startup apporte une garantie de 15%, les banques privées refusent généralement d'accorder le prêt car il leur reste un risque à couvrir. L'aide est rarement utile aux startups et PME qui se voient pour la plupart d'entre elles, refuser leur demande de prêt. La plupart des prêts octroyés par les banques l'aurait quand même été sans cette garantie payante.

Il en est de même pour la « Garantie spéciale anti-crise » liée à l'enveloppe de 200 millions et le « Financement spécial anti-crise » lié à l'enveloppe de 400 millions d'euros proposés par la SNCI.

La Fédération salue l'augmentation du taux maximum de cofinancement appliqué de 50 % à au moins 70 % pour l'aide « Jeune entreprise Innovante ». Toutefois, cet outil suppose toujours un apport en fonds propre, ce que la situation actuelle a rendu difficile. En effet, de nombreux privés et/ou fonds de capital-risque ont mis en suspend leurs investissements, et c'est ici le cœur du problème. Les startups qui étaient en levée de fonds, ou préoyaient de le faire prochainement, voient leurs financements reportés ou annulés, et les négociations s'annoncent très compliquées à court-terme.

→ **L'aide n'est adaptée qu'à peu de startups.**

La compétition StartupsVsCovid19 prévoyait une récompense de 150 000 euros pour un nombre de startups pouvant aller jusqu'à 20. Or le jury a décidé de récompenser 15 projets seulement malgré « le grand nombre et la qualité des projets soumis », selon vos propos. Dans une situation de crise comme celle que l'économie locale traverse aujourd'hui, la Fédération déplore que le peu de budget pouvant être injecté dans l'innovation soit revu à la baisse sans aucune explication, sachant qu'une édition du programme FIT4START d'un budget similaire a été annulée. D'autre part, nous déplorons la constitution du jury, fait de membres d'instances publiques ou d'incubateurs publics ou semi-publics, qui ne représentent pas entièrement l'écosystème local. Ces derniers ont par ailleurs majoritairement sélectionné des startups hébergées chez eux. Cela pose donc à la fois un problème de représentativité et potentiellement de conflits d'intérêts.

→ **L'initiative était intéressante pour l'écosystème mais son application a été contre-productive.**

Plus globalement, l'écosystème startup est encore trop fragile à Luxembourg. La diversification de l'économie est une priorité aujourd'hui. Pourtant, le gouvernement reste encore trop timide lorsqu'il s'agit d'innovation. Selon les recommandations de la Commission Européenne, datées du 5 juin 2019, et concernant le programme national de réforme pour 2019 de Luxembourg et son programme de stabilité : « [...]la croissance de la productivité a stagné ces dernières années. [...] Il est important d'accroître les investissements en matière de recherche et d'innovation, ainsi que d'intégration numérique, en particulier dans les entreprises et, plus particulièrement, dans les petites et moyennes entreprises, afin d'améliorer la croissance de la productivité et de diversifier davantage l'économie luxembourgeoise. » Vos efforts sont notables mais restent insuffisants. **Le nombre des fonds d'investissement de capital-risque à vocation régionale sont ridiculement bas pour un pays qui compte plus de « 4.300 milliards d'actifs sous gestion »**

et se targue d'être « le second centre de fonds d'investissement après les États-Unis »¹. L'obtention des aides d'État est un parcours du combattant pour un chef d'entreprise qui doit parallèlement poursuivre le développement de son produit et trouver des financements annexes. Contrairement à d'autres secteurs comme l'immobilier, qui est pourtant en surchauffe, aucun incitatif fiscal n'est mis en place, malgré nos différentes sollicitations pour rassurer les investisseurs privés, dérisquer les investissements de *business angels* et alimenter financièrement l'écosystème innovation local.

Nos voisins ont depuis longtemps compris l'enjeu des entreprises innovantes. La France a, par exemple, annoncé le 25 mars 2020, soit aux prémices de cette crise, un « Plan de soutien dédié aux startups ». Ainsi, « une **enveloppe de 80 millions d'euros est octroyée pour les start-ups en cours de levée de fonds** ou qui devaient en réaliser une dans les prochains mois et qui sont dans l'incapacité de le faire du fait de la contraction du capital-risque »².

En définitive, la Fédération des Startups suggère :

- L'attribution de l'enveloppe de cinq fois 150 000 euros à 5 startups supplémentaires dans le cadre de la compétition « Startups VS Covid » avec des membres du jury qui ne soient pas uniquement rattachés à des organismes ou incubateurs publics/semi-publics ;
- Une accélération et une simplification du traitement des demandes à l'aide « Jeune Entreprise Innovante » et la communication CLAIRE des critères de sélection (qui demeurent opaques et permettent donc l'attribution aléatoire de cette aide selon des éléments subjectifs);
- Une revue du système de garantie bancaire de l'État pour les prêts aux entreprises innovantes afin de permettre aux banques d'accepter les demandes de financement bancaires par les chefs d'entreprise;
- Le soutien du Ministère pour la mise en place d'un tissu de fonds de capital-risque faits d'équipes locales pour assurer la rétention et l'attraction des meilleurs projets à Luxembourg;
- La mise en place d'un tax-shelter afin d'inciter les investisseurs privés à prendre des participations dans les startups et les PME luxembourgeoises;
- La mise en place d'un réel droit à la seconde chance systématique en cas de faillite non-frauduleuse ;
- Un entretien entre le Ministère compétent et la Fédération des Startups afin de pouvoir présenter les réalités du quotidien des startups luxembourgeoises.

La Startup Nation a été auto-proclamée il y a maintenant plusieurs années. Des améliorations sont notables mais il nous semble urgent que le Ministère de l'Économie fasse preuve de plus d'ambitions pour l'écosystème encore trop fragile aujourd'hui en place.

Les membres de la Fédération des Startups

¹ Sur le site de Luxembourg For Finance : <https://www.luxembourgforfinance.com/fr/la-place-financiere/fonds-dinvestissement/>

² Sur le site de la Chambre de Commerce et de l'Industrie : <https://www.entreprises.cci-paris-idf.fr/web/reglementation/nos-produits/docpratic/actualites-juridiques/coronavirus-covid-19-start-up-queles-aides-financieres>

